



## Budget 2012 :

La voie de l'injustice et de l'inefficacité

Page 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

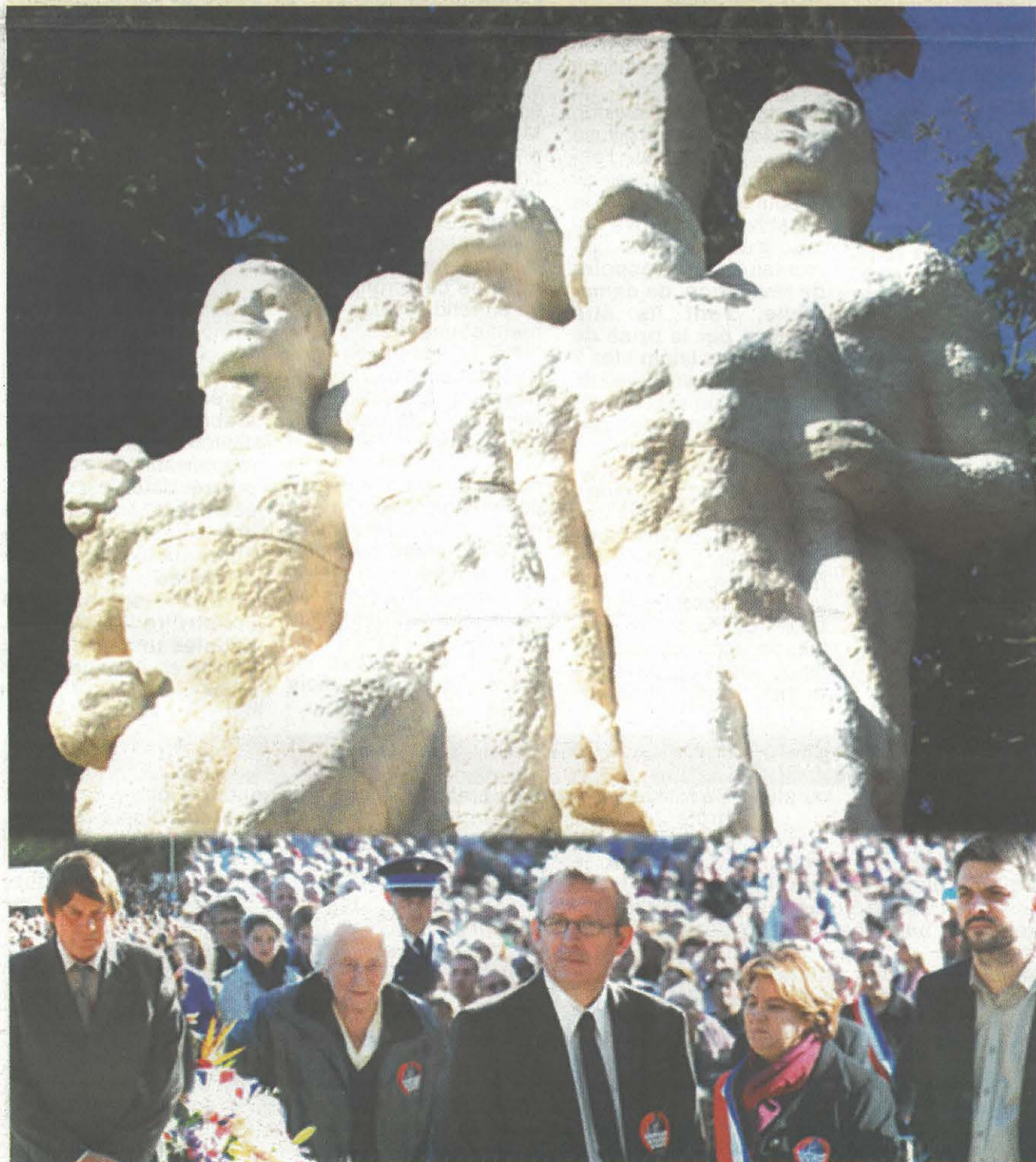
Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 922

3 novembre 2011

prix : 0,70 €

## Dignes



### ■ Printemps arabes

Le temps des désillusions ?

P. 2

### ■ 70<sup>ème</sup> anniversaire de la fusillade de Châteaubriant

7000 personnes à la carrière pour commémorer l'esprit de résistance.

P. 3

### ■ Fonctionnaires territoriaux

Le droit à la formation menacé

P. 5

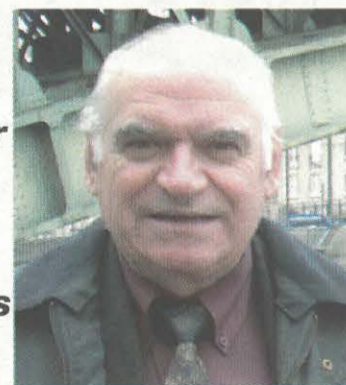
### ■ Lybie

Yvon Quiniou revient sur l'aventure guerrière dans le pays

P. 6

### ■ Conseil Général

Débat d'orientation budgétaire, Roger David analyse les maux qui frappent les finances publiques



P. 7

## Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

**Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00  
ou [nlapublicite@orange.fr](mailto:nlapublicite@orange.fr)



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Trop fort

L'UMP est le plus grand illusionniste du Monde ! Pour preuve, selon le gouvernement, la pauvreté reculerait en France. Et oui, malgré le chômage, les salaires en berne, la précarité croissante, selon notre bon gouvernement et son magicien en chef, la pauvreté baisserait. D'ici à ce qu'ils nous annoncent avant 2012 qu'il n'y a plus aucun pauvre en France, il n'y a qu'un pas.

### Prestidigitateur bis

« Dans un pays comme la France, il n'y a pas de personne qui ne serait pas soignée parce qu'elle n'en aurait pas les moyens », nous assure Xavier Bertrand. Soit, pour autant, rien qu'en 2008, 16,5% de la population renonçait à des soins faute de moyens, sans compter que les tarifs des mutuelles vont encore augmenter grâce à l'UMP. Vraiment tous des magiciens ces ministres de droite qui font mentir les chiffres.

### La magie n'opère pas

Malgré ses talents de grand prestidigitateur, le séducteur agité de 2007 ne fait plus recette. Sa cote de popularité pour octobre est de 31%, il perd encore un point par rapport au mois précédent : la chute continue...

### Magie noire

SARKO N'EN DÉMORD PAS



Le grand sorcier Moody's met la France sous surveillance et menace son triple A. Aussitôt, le valet Sarkozy, bon élève, n'en fini plus de dresser les louanges de sa politique d'austérité. Et dire qu'il peut faire encore pire d'ici à 2012.

### Banque suisse

La banque suisse UBS qui ne fait sûrement pas de politique, refuse toute transaction bancaire vers la Palestine. Plus fort encore, elle bloque les transactions y compris de ses clients vers des associations de solidarité dont les comptes sont en suisse ! Cette banque est beaucoup moins zélée quand il s'agit de lever le secret bancaire !!!

### On s'en fout...

Au hasard de l'actualité cette semaine : quelques articles sur Eva Joly, deuxième dauphine de miss Norvège 1961; Nicolas Sarkozy toujours président de la république et à nouveau papa : on s'en fout vraiment !!!

## Point de vue par Véronique Mahé

« Soyez dignes de nous, les 27 qui allons mourir » ! 70 ans plus tard, les fusillés de Châteaubriant nous regardent, se demandant jusqu'où nous allons accepter l'inacceptable.

En 2007, Denis Kessler annonçait fièrement qu'il était grand temps de réformer le modèle social français, pur produit du Conseil National de la Résistance. Dans le même temps, Nicolas Sarkozy tentait de récupérer l'image de Guy Môquet, occultant les valeurs défendues par le jeune résistant. Car ces hommes avaient un rêve, celui de

« L'idéal défendu par nos camarades tombés le 22 octobre 1941 est de tout temps »

construire ensemble un monde meilleur fait de liberté, d'égalité et de fraternité : c'était le rêve communiste ! Ces valeurs, si modernes parce que profondément humaines, sont pourtant aujourd'hui systématiquement attaquées par la politique gouvernementale. Solidarité ou « la France est une terre d'asile » ? La droite s'y refuse et banalise le discours du Front National en stigmatisant injustement les immigrés. Si pour Claude Guéant, « les deux tiers des échecs scolaires, c'est l'échec d'enfants d'immigrés », les 66 000 suppressions de postes dans l'Education Nationale y contribuent beaucoup ! Egalité ou encore plus de services publics ? Hôpital, école, police, finances : aucun n'échappe à l'état idéologique et budgétaire de la Révision générale des politiques publiques. Et tant pis si derrière les coupes budgétaires, il y a des patients en attente de

soins, des élèves dans des classes surchargées...

Liberté ou égalité républicaine ? Nicolas Sarkozy, en attaquant la laïcité s'inscrit clairement dans une volonté de démantèlement du modèle républicain. Avec lui, elle devient l'instrument



d'une politique du rejet de l'autre.

Mais aujourd'hui, en dépit du déferlement de la peur et du renoncement, partout des résistances se forment contre la domination du capitalisme financier. L'idéal défendu par nos camarades tombés le 22 octobre 1941 est de tout temps, d'hier et d'aujourd'hui comme de demain, il est immortel. Cet idéal, nous le portons à travers le programme populaire et partagé du Front de Gauche. L'attente est forte pour un large rassemblement synonyme d'espoir et nos concitoyens sont prêts à se mobiliser pour une telle ambition. Tel est l'enjeu des échéances électorales de 2012, chacun est face à ses responsabilités. Le PCF saura y répondre comme il a su le faire à d'autres moments de son histoire pour le Front Populaire ou pour la création du Conseil National de la Résistance.

## Les Printemps arabes, entre espoirs et craintes

Le vent de liberté, les « printemps arabes » et la chute des tyrans notamment en Libye et en Tunisie ont inspirés aux peuples du monde entier l'espoir et la joie de voir ceux que l'on pensait, il y a encore quelques mois, indéboulonnables enfin tombés. L'actualité de ces derniers jours s'est accélérée avec l'élection de l'assemblée constituante en Tunisie, la mort de Mouamar Khadafi et la proclamation de la charia (la loi islamique) en Libye. L'angélisme naïf de certains commentateurs d'il y a quelques temps semble laisser la place désormais à un enthousiasme plus que limité.

Le succès beaucoup plus large que prévu du parti Ennahda aux élections en Tunisie, les manifestations devant le domicile du directeur de la télévision tunisienne qui avait diffusé le film « Persepolis », l'annonce que la charia serait la source de la nouvelle constitution en Libye ont suscité une vague de commentaires. Les espoirs de révolution, de démocratie, vont ils être balayés par la prise de pouvoir des islamistes ? Il convient en premier lieu de ne pas amalgamer les deux situations, libyennes et tunisiennes. En Libye, il y a eu le renversement du dictateur par une guerre civile avec l'aide d'armées étrangères. En revanche en Tunisie, il y a eu une révolution populaire, suivie d'élections démocratiques qui se sont déroulées de façon satisfaisante selon tous les observateurs internationaux.

Certes, le parti Ennahda a eu un succès inattendu mais pourra-t-il gouverner sans coalition ? C'est ainsi que Moncef Marzouki président du congrès pour la République interviewé dans l'humanité déclara à la suite du scrutin « Je ressens, au lendemain de ce scrutin, un profond soulagement et une grande fierté. La campagne s'est déroulée pacifiquement, les Tunisiens ont pris part à un débat approfondi. [...] C'est un signe fort, très positif, de la maturité politique de ce peuple, neuf mois seulement après la chute du dictateur. Malgré la profusion de listes, il n'y a pas eu d'éparpillement des voix. » Nous le voyons donc clairement, la période complexe, quelques mois



après les printemps arabes, ne peut souffrir d'aucuns raccourcis et la responsabilité des forces progressistes est grande pour, dans ces pays, ne pas laisser le champ libre aux fanatismes de quelques obédiences qu'ils soient et construire avec les peuples une société de liberté et d'égalité pour tous.

## De vous à moi...

C'est le retour des dieux, ou plutôt de leurs brebis.

Les brebis des dieux ça mange toujours dans son champ à soi, un champ bien clôturé. Les brebis des dieux ça aime les clôtures, les murs, les murs biens hauts, les cloîtres.

Les brebis à dieu c'est enfermés dans ses idées de dieu. Faut pas y toucher au dieu des brebis, c'est sacré le dieu. Les brebis faut pas pisser sur leur croix ou moquer leur bonhomme tout la haut.

Les brebis, c'est des loups dedans. Des loups sérieux qui rigolent pas.

Ça fout le feu les loups brebis. Ça brûle les dessins animés, les pièces de théâtre, les cinémas, la démocratie, le bon vouloir des femmes, les centres d'IVG, les homosexuels, les Isaac Rabin... Les brebis loup ça aiment pas trop la joie, ça broute dans l'sacré. Les brebis loup ça frémit dans l'ascèse.

Les loups blancs dans les brebis toutes blanches ça aime pas trop les moutons noirs. Ni les moutons gris. Les brebis ça aime que le dieu tout mignon avec ça barbe qu'a fait la vie toute gentille si on

est tout gentil soi même dans son bel habit de brebis blanche immaculé.

Sauf que les brebis toutes blanches c'est des loups rentrés en dedans pour manger les moutons noirs qui rigolent trop fort et qu'on voit leurs dents. 1905 dents.

Même qu'en ce moment, le mouton noir il a plus trop d'quoi rire avec ses dents. Le mouton noir rit jaune. Y-a d'la brebis bien blanche avec son loup en dedans et son petit dieu tout coincé à coté du cœur qui voudrait faire sa loi.



# ...en Loire Atlantique.

VITE LU  
VITE DIT

## Communiqué des organisations du Front de Gauche

**2012 : Le Front de Gauche, ça change tout !**

Les organisations du Front de Gauche de Loire-Atlantique (Parti communiste français, Parti de gauche, Gauche Unitaire) se sont réunies à Nantes le 20 Octobre.

Elles ont pris les premières dispositions nécessaires au lancement dans le département des campagnes 2012 : présidentielle avec la candidature collective de Jean-Luc Mélenchon et législatives avec leurs candidats communs.

Elles sont déterminées à travailler ensemble, dans le respect de chacune des organisations, à l'enracinement populaire du Front de Gauche et à son engagement dans les luttes pour faire reculer dès aujourd'hui le gouvernement Sarkozy et sa politique au service des marchés financiers et des puissances d'argent et dans tous les combats qu'appellent les urgences sociales, écologiques et démocratiques que connaît notre pays.

Elles se félicitent des premiers succès de diffusion du programme populaire et partagé « L'Humain d'abord » et appellent toutes celles et tous ceux qui s'y reconnaissent et souhaitent contribuer à son enrichissement à se rassembler dans les circonscriptions, les localités, les quartiers et les lieux de travail afin de faire bouger les lignes à gauche pour battre la droite et l'extrême droite en 2012 et porter au pouvoir une majorité de gauche nouvelle répondant aux aspirations populaires.

## L'écho des commémorations

### 7000 personnes à la carrière

Qui a dit que l'esprit de résistance était mort, qu'il était d'une autre époque, qui a dit que les jeunes avaient d'autres priorités que celles de militer, de se souvenir ? Certainement pas les personnes venues à la carrière honorer la mémoire des 27 fusillés du 22 octobre 1941.

C'est bien cet esprit de résistance qui a animé ce 70<sup>ème</sup> anniversaire des fusillades de Châteaubriant, un esprit toujours vivace car **le combat que menait les 27, nous pouvons le faire notre aujourd'hui** contre les injustices qui frappent notre société.

7000 personnes se sont réunies le 23 octobre dernier parmi lesquels de nombreux jeunes, des militants du PCF, des syndicalistes de la CGT, des citoyens et de nombreux élus venus de toute la France parmi lesquels Dominique Adenot président de l'ANECR, Eliane Assassi, sénatrice communiste ou encore les deux nouveaux sénateurs

socialistes, Michèle Meunier et Yannick Vaugrenard et de nombreux maires du département.

7000 personnes dans le silence de la carrière, 7000 personnes qui se sont recueillies à la mémoire de Huynh, Raymond, Claude, Edmond, Julien, Charles, Guy, Antoine, Marc, Emile, Charles, Maurice, Jean, Désiré, Pierre, Eugène, Jules, Henry, Titus, Maximilien, Jean, Henri, Victor, Raymond, Maurice, Jean-Pierre, Jules. 7000 personnes qui au-delà, commémoraient l'esprit de résistance comme il s'est incarné dans le programme du conseil national de la résistance et tel qu'il vit aujourd'hui.

7000 personnes attentives au discours que tiendront Odette Niles présidente de l'amicale de châteaubriant-Voves-Rouillé qui a exhorté la jeunesse à « prendre en main son avenir », mais aussi aux interventions de Pierre Laurent (voir ci-dessous) et de Bernard Thibault. Les respon-

sables nationaux de la CGT et du PCF tous deux réunis en ce 70<sup>ème</sup> anniversaire au côté de nombreux autres responsables syndicaux et politiques venus de toute la France. En célébrant tous les Guy



Henri Duguay - Grand témoin des commémorations

Môquet du monde et la jeunesse résistante à travers les époques et les nations, c'est un message fort qui est passé à la carrière, celui de femmes et d'hommes qui à travers les époques se battent pour vivre libre dans une société plus juste. Un message avec une résonance toute particulière dans ce contexte de régression sociale et d'agressivité sans précédent de la part de la droite et du patronat. Un message renforcé par les témoignages poignants d'Henri Duguay et de Georges Pram-part. Un message vivace qui parcourt le temps et essaime dans le monde entier, une capacité à s'indigner et à construire de paris à Santiago, de Belfast à Johannesburg, une capacité à se donner les moyens d'être digne d'eux.

**■ Pierre Laurent : « Ici, en pensant aux 27, nous faisons le serment que ceux qui chercheront à vous faire payer la crise, nous trouveront sur leur chemin »**

« L'amour est une force immense. Une force qui donna à ces femmes et à ces hommes la dignité dont seuls sont capables les femmes et les hommes libres » c'est avec ces mots que Pierre Laurent a entamé son discours à la carrière de Châteaubriant pour ensuite rappeler que l'histoire qui s'est écrite ici est « une page d'horreur, et pourtant grâce à vous les 27, une si puissante promesse d'humanité » qui a contribué à la libération de la France et à la concrétisation du programme du Conseil National de la Résistance. Pour le secrétaire national du PCF cette commémoration est bien loin des calculs de Sarkozy qui en son temps instrumentalisait la lettre de Guy Môquet comme pour mieux « massacrer tout ce que [le combat des 27] a permis ».

Entrés dans le combat pour débarrasser le monde de la guerre et des armes, pour la liberté, « ce qui unit ces hommes [ndlr : les 27], la révolution, le communisme, donne à chacun d'entre eux une force immense de

dignité et de courage. » a insisté Pierre Laurent.

Pour autant, comme il le fera remarquer, la sauvagerie demeure, et c'est pourquoi il a dénoncé « la trahison des peuples car accepter la domination des marchés et des banques, c'est trahir les démocraties », dénoncé « la complaisance avec laquelle le pouvoir français utilise des parlementaires issus de ses rangs pour favoriser le rapprochement avec le

Front national » et dénoncé « le crime du système économique contre la jeunesse européenne ». Dans la période que nous traversons il n'est, pour lui, pas exagéré d'en appeler à la résistance et dans cette résistance, « le temps est venu d'une main tendue à toutes celles et ceux qui veulent briser les nouvelles dictatures de l'argent, les nouvelles oppressions de l'esprit ».



### ■ Rencontre avec Bernard Thibault

NLA : Quelle est pour toi, l'importance de ces commémorations ?

**Bernard Thibault :** « J'étais déjà ici il y a dix ans pour le 60<sup>ème</sup> anniversaire des fusillades de

Châteaubriant. Le devoir de mémoire est essentiel, d'une part parce que les faits s'estompent avec le temps et aussi parce que certains aimeraient réécrire l'histoire en oubliant l'engagement de nombre de militants syndicalistes, communistes pour la liberté. Faire vivre cet esprit de liberté c'est un combat toujours actuel

et les jeunes doivent entretenir cette mémoire et ces valeurs.

Les résistants sont à l'origine d'avancées sociales, il y a une dimension humaniste au centre du combat mené par les 27 et par la résistance. Cette dimension se retrouve dans le programme du Conseil National de la Résistance, un programme pour l'émancipation des hommes et des femmes.

[...] Le patronat voudrait revenir sur les acquis sociaux du Conseil National de la résistance, en finir avec la protection sociale, les services publics; mais la jeunesse, les travailleurs disent stop à l'insécurité sociale »





# Le dossier.

## Budget 2012 : la voie de l'injustice et de l'inefficacité !

### Austérité ou sorties de crise ?

#### Les éternelles recettes libérales !

Le projet de loi de finances poursuit dans la voie de l'injustice et de l'inefficacité. Une fois de plus, le choix a été fait de privilégier l'austérité, dans l'unique but de satisfaire aux exigences de notation et du respect des engagements de réduction du déficit public. Au prétexte de faire des économies, le gouvernement a annoncé de nouvelles restrictions budgétaires, parmi lesquelles la suppression l'an prochain de 30 000 postes de fonctionnaires, la compression des dépenses de fonctionnement et d'intervention (comme le RSA), le gèle des dotations aux collectivités locales...



#### Injustice criante

Pour le gouvernement Sarkozy, la justice fiscale, c'est : **1,8 milliards d'euros d'impôts de moins pour les plus riches** à travers la réduction sur l'impôt de solidarité sur la fortune voté en juin

### Ils ont dit

#### Roland Muzeau

Député, porte parole du groupe communiste, républicains, citoyens

Quelle déchéance de voir des Etats, la corde au cou devant des officines de notation privées. Officines à la solde de marchés financiers responsables de la crise et qui demandent d'en faire payer aux peuples les conséquences. Une Nation digne de ce nom ne peut accepter un tel diktat !

**Oui il faut réduire les déficits mais en faisant payer ceux qui les ont provoqués ! C'est-à-dire ceux qui depuis des années détournent les richesses du pays à leur profit.**

En 15 ans les plus grosses fortunes françaises ont progressé 6 fois plus vite que les richesses du pays ! Les rémunérations des PDG des banques françaises ont augmenté

#### Le logement



3,2%. Un mirage comptable davantage dû à la paupérisation des Français qu'à une politique gouvernementale ambitieuse. Le recours aux aides à la personne, notamment l'APL vient gonfler artificiellement l'enveloppe globale. **« Le budget est une nouvelle fois à la baisse, la seule hausse est liée à l'augmentation de la pauvreté et du nombre de ménages locataires »**, confirme Thierry Repentin, président de l'Union sociale pour l'habitat. De

Le budget et logement apparaît une hausse de

plus, **« la hausse est mécanique. Du fait de la crise et de l'érosion du pouvoir d'achat, les ménages bénéficient davantage des APL »**. Ces aides à la personne devraient augmenter de 6 % par rapport à 2011, soit 5,6 milliards d'euros.

Pour le reste, en dépit d'un objectif affiché de 120 000 nouveaux logements sociaux, les aides à la construction poursuivent, comme chaque année, leur chute vertigineuse. **Pour 2012, l'aide chute de 13,2 % pour s'établir aux alentours de 500 millions d'euros.** Une ligne budgétaire qui convient d'ores et déjà de relativiser. **Les organismes HLM se verront encore l'an prochain ponctionnés de 240 millions d'euros sur leurs fonds propres par l'État, sous la forme d'un prélèvement de 2,5 % sur les loyers versés par les locataires à leurs bailleurs sociaux.**

dernier et 11 milliards d'euros de politique d'austérité de plus pour le reste de la population. La contribution exceptionnelle annoncée des hauts revenus ne trompent personne. **C'est une mesure symbolique qui ne rapportera que 200 millions d'euros comme la taxe soda qui touche toutes les catégories quel que soit leur niveau de revenus.**

#### « Coup de rabot » sur les niches fiscales ?

**Il ne concernera les hauts revenus et les grandes entreprises que pour moitié**, l'autre moitié étant une nouvelle fois supportée par l'ensemble de nos concitoyens et plus lourdement encore par les foyers les plus modestes.

#### Des ministères tirent leur épingle du jeu

**Le grand gagnant est celui de la Défense.** Les crédits qui lui sont alloués augmentent de 1,8%. 30 milliards d'euros lui seront versés et le projet de loi de finances prévoit également près de 2 milliards d'euros de recettes issues des cessions. **16 milliards doivent financer l'achat de nouveau matériel ; 1,2 milliard, soit une hausse spectaculaire de 30%, les opérations extérieures.**

**Le budget de la recherche** subit une nouvelle baisse en euros constants. Il est en 2012 à un niveau inférieur à celui de 2007.

Autre gros perdant, le ministère du Travail et de l'Emploi voit son budget baisser de 11%, avec 10 milliards d'euros pour l'année prochaine contre 11,6 milliards en 2011.

**Le secteur le plus touché, c'est l'Education nationale avec 14 000 emplois en moins.**

de 45 % en 1 an.

Le journal « les Echos » vient de révéler que 400 sociétés européennes cotées présentent « un insolent profit », leurs marges de profits étant revenues au niveau d'avant la crise, elles possèdent aujourd'hui « un coussin de sécurité » de 3000 Milliards d'euros (plus de 10 fois le budget de la France), placés en grande partie dans des paradis fiscaux !

Voilà la réalité ! L'argent coule à flot pour les uns pendant que le gouvernement impose aux citoyens de payer l'addition !

Pour sortir de la crise et réduire les déficits, **il faut avoir le courage de mettre un terme au détournement organisé des richesses nationales, par une petite caste de nantis.**



#### Des prévisions de croissance délirantes

Le budget présenté table sur une croissance très supérieure aux estimations des économistes et risque de ne pas permettre de tenir les objectifs de déficit. **De nouvelles mesures de redressement budgétaire seront donc de nouveau à prévoir, car seul l'engagement de réduction du déficit public compte.**

#### Arrêtons de diaboliser la dette publique !

La dette n'est pas mauvaise en soi. Il y a de bonnes et de mauvaises dettes. Tout dépend de l'utilisation que l'on fait de l'argent emprunté.

**Si il est utilisé pour accroître les richesses réelles, cela fait de la croissance durable et saine. Celle-ci va alors entraîner un accroissement des recettes publiques (impôts et cotisations sociales), ce qui permettra de rembourser l'argent emprunté.**

Par contre, si l'argent emprunté sert à spéculer sur les marchés boursiers et immobiliers, à délocaliser, à détruire des emplois, à déqualifier et à tirer les salaires vers le bas, cela freine la croissance, raréfie les recettes, ce qui creuse les déficits et les dettes.



L'urgence aujourd'hui c'est :

- Taxer le capital comme le travail
- Taxer les transactions financières et spéculatives
- Interdire les paradis fiscaux
- Réduire les cadeaux fiscaux et les exonérations de cotisations sociales inefficaces pour l'emploi comme le dit la Cour des Comptes et qui

représentent avec l'évasion fiscale, 2 fois le montant du déficit budgétaire prévu cette année

- Construire une grande banque publique afin d'orienter l'argent vers la relance de l'économie et le progrès social

Il est possible de construire une alternative efficace et crédible, le Front de gauche porte cette ambition.

#### La protection sociale

La loi de finance de la sécurité sociale répond à l'objectif d'austérité du gouvernement. Revendiquant la baisse pour 2015 des déficits des régimes, le projet postule l'engagement dans **« un effort continu de maîtrise des dépenses de la sécurité sociale »**. Ce projet de loi étant construit sur une prévision de croissance de 1,75% en 2012, alors que les économistes les plus optimistes tablent sur une croissance de seulement 1,4%, c'est dire combien on est loin d'un budget de **« rétablissement »**. Les mesures annoncées vont se traduire par 6 milliards d'euros de recettes supplémentaires principalement sur le dos des malades et des salariés comme par exemple, **la taxation des organismes complémentaires.** Si, les prix des complémentaires santé

augmentent, de nombreux malades auront tendance à retarder ou même renoncer à l'accès aux soins.

Il est aussi préconisé de **réduire le montant des indemnités journalières** versées en cas de maladie des salariés. La baisse devrait s'élever à 40 euros par mois pour un salarié payé au SMIC.

Autres mesures d'économies en projet : augmenter les taxes sur les alcools forts et le tabac ou de soumettre à cotisations les indemnités de licenciements ou encore soumettre à CSG l'indemnité versée aux parents qui prennent un congé pour s'occuper de leur enfant.

**Il est, en même temps, demandé aux hôpitaux de réaliser 450 millions d'économie.** Pourquoi persister à désorganiser, jusqu'à le tuer, l'hôpital public?

Par contre, peu a été fait pour supprimer les niches fiscales.



# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Plus de rééducation publique à Saint-Nazaire ?

Le 26 octobre, le personnel de l'hôpital de Saint-Nazaire, manifestait devant les locaux de l'Agence régionale de santé (ARS) à Nantes. Ils dénoncent la suppression du service de rééducation de l'Hôpital public, prévue en 2012. A l'approche de la future « Cité Sanitaire », regroupant public et privé, aucune information claire sur le devenir des lits et des postes n'est donnée.

### Un pacte pour les droits et la citoyenneté

A l'approche d'importants rendez-vous électoraux, 50 organisations syndicales et associatives proposent un Pacte pour les droits et la citoyenneté. Pour penser et faire autrement, ouvrir des perspectives. « Contre les règles d'or de la finance souveraine, nous choisissons l'espoir ; face aux défis posés par les crises financières, économiques, sociales et écologiques, nous misons sur la démocratie. Le Pacte pour les droits et la citoyenneté porte ces valeurs et les illustre par nombre de propositions concrètes, que nous inscrivons au débat public. Elles concernent la démocratie, la protection de la vie privée et des données personnelles, les droits et libertés face à la justice, à la police et au système pénitentiaire, la lutte contre la xénophobie, le racisme, le sexisme et les discriminations, toutes tendent à rendre effectives l'égalité sociale et les solidarités. Certaines propositions sont immédiatement applicables, comme par exemple l'interdiction du cumul des mandats, ou l'obligation faite aux policiers de délivrer un récépissé à chaque contrôle d'identité. D'autres sont à plus long terme. Toutes nécessitent un engagement clair et fort. C'est pourquoi nous entendons interpeller les responsables politiques et candidats et que nous nous inscrivons dans le débat électoral. »

### Fraude de Pôle Emploi ?

Selon France Info, La CFTC accuse Pôle emploi de "fraude" à l'Urssaf. L'établissement aurait déclaré des revenus minorés pour 3500 à 4000 salariés de plus de 55 ans. Le CFTC dénonce à la fois le manque à gagner pour l'Urssaf, mais aussi la minoration que cela induit dans le calcul du montant de la retraite de ces salariés qui se sentent lésés.

### Budget européen

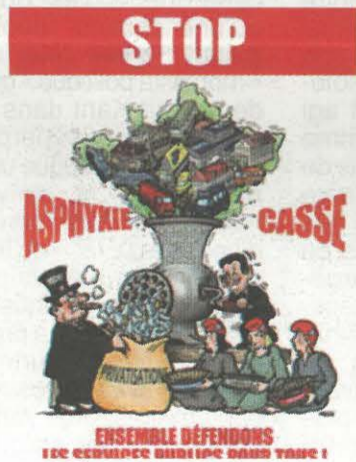
Miguel PORTAS, député Portugais, du groupe GUE s'est exprimé sur le budget de l'UE 2012 : « Malgré de nettes améliorations de la position du Conseil, incluant les propositions pour accroître la recherche et l'innovation, le Fonds social européen, le soutien à la Palestine et ainsi que certains programmes de développement, ce budget commet de graves erreurs. En ces temps de crise, alors que plusieurs pays subissent des mesures d'austérité, nous avons besoin d'une Europe de cohésion et de solidarité pour promouvoir les investissements et la création d'emplois. »

### De l'argent pour les peuples !

Lothar BISKY, député Allemand de la GUE a déclaré : « La crise de l'euro s'aggrave et la pression sur les dirigeants de l'UE s'accroît. Les gouvernements de l'UE doivent maintenant agir de manière conséquente et radicale, au sens premier du mot : le problème doit être traité à sa racine. Les peuples ont besoin de garanties pour les salaires, les loyers et les allocations sociales au lieu des incessants plans de sauvetage des banques. »

## Grève CTC Nantes Bretagne

Après St-Etienne-de-Montluc, Coueron, Sautron, Châteaubriant, La chapelle sur Erdre (...), la mobilisation contre la destruction du service public postal gagne Nantes. Le Centre Courrier de Nantes Bretagne, qui assure la livraison et la collecte du courrier sur le centre ville de Nantes est entré dans l'action de grève lundi 24 octobre. Un piquet de grève était tenu par le syndicat CGT dès 4h45 (heure d'embauche des premiers postiers). Car là aussi, le personnel est en butte aux suppressions d'emplois (2,81), et à un nouveau partage des rues entre facteurs qui va empirer les conditions de travail de tous. Les facteurs ont demandé le temps alloué à chaque rue, afin d'établir clairement que les « tournées » proposées sont infaisables dans le temps imparti : la direction locale a déclaré que la direction de La Poste Courrier 44/85 lui interdisait de donner les chiffres... Pourtant, une dizaine de facteurs terminent déjà presque tous les jours leur travail après l'heure de fin de service, le ventre vide (ratant l'heure de fermeture de la cantine), et sans être payés pour les dépassements horaires (travail gratuit, donc dissimulé, évidemment interdit par le Code du Travail). Les Nantais doivent le savoir : leurs facteurs, bien souvent, sous leur sourire du matin, sont exténués physiquement et moralement, certains prennent des médicaments pour tenir, certains parlent de porter atteinte à leurs jours, d'autres démissionnent. En fait, la Poste tente d'imposer à l'ensemble de son personnel, la politique « sociale » expérimentée depuis des années sur sa filiale Mediapost de distribution de prospectus. A quant les retraités revenant faire une tournée pour compléter leur maigre pension ? Déjà, bien des postiers souffrent de multiples tendinites aux mains, aux coudes, au bras, d'autres ont le dos cassé, certains cumulent tout cela. 2,81 emplois en moins à La Poste, ce sera au bout du compte 2,81 nantais qui resteront privés d'emplois... D'es et déjà,



plusieurs jeunes en CDD, qui font parfois depuis plusieurs années des tournées du centre ville de Nantes, se disent qu'ils ne pourront pas faire carrière à La Poste. Alors que fin juin, la Poste annonçait 377 millions d'euros de bénéfice net pour le 1er semestre 2011. Ces profits doivent servir à embaucher !

## Quo Vadis en résistance



Les salariés de la société Quo Vadis, fabricant d'agendas installée à Carquefou, sont en grève depuis le 20 octobre à l'appel des syndicats CGT et FO suite à l'annonce par leur direction, d'une remise en cause de leur convention collective. Les employeurs avaient déjà annoncé la fin de la fédération patronale des Articles de papeterie au mois de septembre 2010 en décidant de se rattacher à la convention collective du Cartonnage à partir du 1er janvier 2012. La direction de cette entreprise de 270 salariés, (qui fait partie du groupe Excacompta - Clairefontaine comptant 4500 salariés et 25 filiales), veut casser les acquis des salariés de Quo Vadis. Pour Laurent Biguet et Dominique Perréon, délégués syndicaux CGT, il est hors de question que la convention collective papeterie soit remise en cause et abaissée à celle du cartonnage, beaucoup moins favorable aux salariés. Le personnel est très mobilisé puisque 98% des tra-

vailleurs de la production sont en grève. Citons un exemple de la régression sociale voulue par le patronat : la subvention du Comité d'Entreprise passerait de 1% à 0,75% de la masse salariale, dans une « boîte » qui réalise 37 millions de Chiffre d'Affaire et 2 millions d'euros de bénéfices nets ces dernières années. Les indemnités de départ en retraite seraient plafonnées, les congés payés d'ancienneté abaissés, les heures de nuits payées 18% supplémentaires au lieu de 25%. Une véritable offensive contre l'ensemble des acquis sociaux des salariés ! Laurent Biguet insiste sur le fait que les exigences des salariés sont le maintien de leur convention collective et de leurs acquis, pas plus pas moins. Au 25 octobre, l'Assemblée Générale décidait la poursuite de l'action, et la direction faisait sans vouloir pour autant les écrire... Le bras de fer se poursuit et les salariés entendent faire respecter leurs droits !

## La formation des agents territoriaux menacée

Le CNFPT, établissement public paritaire et national de formation des agents de la fonction publique territoriale, a pour rôle de permettre « l'intégration des fonctionnaires territoriaux par l'acquisition de connaissances relatives à l'environnement territorial dans lequel s'exercent leurs missions », et d'assurer la formation continue du personnel territorial, ainsi que sa préparation aux concours. Déjà, la loi du 19 février 2007, tout en instaurant une formation d'intégration de 5 jours pour les agents de catégorie C, avait réduit de façon conséquente les formations initiales des agents de catégories A et B à 5 jours ! Les premiers bilans montrent que 5 jours sont insuffisants pour former les

nouveaux fonctionnaires aux missions de service public. Cette insuffisance est ressentie comme telle par les agents concernés, mais également par les collectivités, qui regrettent une absence de « sens du service public » chez les cadres. L'été 2011 a vu l'adoption par le Sénat d'une mesure de réduction à 0,9% de la cotisation au CNFPT, sur amendement du Sénateur Jean Arthuis, lors de l'examen de la loi de finances 2011 rectificative. C'est une amputation de 10% du budget du CNFPT ! Cela constitue une menace de restriction du droit à formation des



fonctionnaires territoriaux et risque de toucher plus durement les petites communes dont le CNFPT constitue la seule solution pour former leurs agents. Dès septembre, le CNFPT envisageait des mesures draconiennes : suppression du remboursement des frais de transport, baisse de 15% des dépenses formation, restriction budgétaire de ses structures. Ces me-

sures sont soumises à la décision de son Conseil d'administration le 26 octobre. Aussi, dans la dernière période, actions des élus de gauche et des syndicats CGT territoriaux se conjuguent pour obtenir le rétablissement de la contribution au CNFPT à hauteur minimum de 1% de la masse salariale, surtout si l'on souhaite renforcer les formations d'intégration !



# Evènements, culture, idées.

Quelles étaient les motivations réelles de l'intervention en Libye ?

## Retour sur la guerre néocoloniale par Yvon Quiniou

Le conflit libyen vient de toucher à sa fin, avec les derniers massacres des partisans de Kadhafi et l'assassinat ignoble de celui-ci à l'initiative de l'Otan, contraire à toutes les règles de la justice internationale. Aura-t-elle été une « guerre juste » selon une vieille terminologie qui remonte à saint Augustin et posant la question de la légitimité de la violence dans l'histoire politique des nations ? Moi qui ai soutenu avec enthousiasme le printemps tunisien et égyptien et n'ai pas de sympathie particulière pour le pouvoir autocratique qu'exerçait le dirigeant de la Libye (mais il y en a bien d'autres que l'on oublie...), je réponds clairement : non. D'abord parce que, si l'intervention voulue par Sarkozy a bien été conforme à une décision de l'ONU, elle s'est faite au nom d'une menace visant les opposants à Kadhafi qui n'a jamais été prouvée et dont Rony Brauman a bien montré le caractère largement improbable. Ensuite parce que l'objectif initial de protection de la population de la ville de Benghazi par la neutralisation de l'espace aérien, qui pouvait se justifier malgré tout, s'est progressivement transformé en soutien militaire d'un camp et, il ne faut pas se voiler la face, en intervention directe au sol, dans le déni le plus total de ce qui était autorisé par l'ONU. Au nom d'un massacre seulement possible, on a ainsi perpétré un mas-

sacre bien réel, alimenté une guerre civile meurtrière, sans que la conscience occidentale s'en émeuve beaucoup



et, tout autant, on a violé un principe essentiel guidant encore juridiquement notre vie internationale : la souveraineté des nations. Si la légitimité réside d'abord dans la légalité, jusqu'au moment où l'on change démocratiquement la légalité, cette guerre aura donc été parfaitement illégitime. On peut et on doit condamner tous les régimes qui bafouent la démocratie et regretter que seul un soulèvement populaire entraînant une guerre civile puisse y mettre fin. On peut et on doit trouver de multiples moyens pacifiques de pression (comme le boycott économique) pour aider à la chute des dictatures. Mais on n'a pas le droit de se substituer à la souveraineté des peuples et à appuyer militairement l'un des camps sans risquer de déclencher une spirale d'interventions guerrières risquant de mettre le feu à la planète : le droit d'ingérence n'existe pas, jusqu'à preuve du contraire, et l'émancipation des nations ne peut être que l'œuvre des nations elles-mêmes.

Enfin, sur la base de quels critères réels cette intervention a-t-elle eu lieu ? Ici, il faut dénoncer la propagande mensongère des chefs d'État occidentaux, de l'immense majorité des responsables politiques - communistes exclus - et de la plupart des médias qui se sont livrés à un véritable bombardement idéologique destiné à en occulter la signification. Non, ce n'est pas au nom de la liberté que cette guerre a été décidée car, si c'était vrai, il faudrait intervenir dans bien d'autres pays du Moyen-Orient et, par exemple et au minimum, demander à Bernard-Henri Lévy, conseiller en politique étrangère de Sarkozy, de se préoccuper de l'état de la démocratie dans son cher pays du Maroc. En réalité, c'est à une guerre néocoloniale que nous avons assisté, répondant au surplus à un calcul électoral hasardeux de notre président, candidat virtuel à la présidentielle de 2012. Guerre néocoloniale puisqu'il s'est agi pour l'Occident, comme en Irak avant, à la fois de s'assurer la maîtrise directe ou indirecte des richesses pétrolières de la Libye et, plus largement, une position géostratégique dominante dans cette région du globe au service d'avantages économiques plus larges, point essentiel que la référence à la défense des droits de l'homme ne fait que masquer. Il est curieux de

constater ainsi que la démocratie dans le monde n'intéresse dans le principe les pays capitalistes que lorsqu'elle favorise leurs intérêts matériels : combien de pays pauvres, dépourvus de ressources exploitables et soumis à des dictatures, sont ainsi abandonnés à leur sort comme si la cause de la liberté était bien à géométrie (économique) variable ! Mais cela aura été aussi la guerre d'un président, Nicolas Sarkozy, qui a voulu, avec un cynisme exceptionnel, se refaire une stature politique en vue de 2012, non seulement en croyant pouvoir détourner l'attention des Français du désastre de sa politique économique et sociale intérieure, mais en tentant de faire oublier qu'il n'avait cessé de courtiser scandaleusement ces mêmes régimes qu'il condamne maintenant rétrospectivement et, spécialement, celui de Kadhafi. Son discours moralisant sur la justesse ou la justice de cette guerre n'est donc qu'une façade idéologique : c'est celui du « moraliste politique » que dénonçait Kant dans le Projet de paix perpétuelle, qui se fabrique une morale « à la convenance » de « ses intérêts d'homme d'État » au lieu de pratiquer une authentique « morale politique » : celle-ci condamne à priori la guerre et ses meurtres, respecte le droit des nations et ne saurait varier en fonction des circonstances ou des appétits des hommes et des États.

Yvon Quiniou

## LIRE

### La démocratie anesthésiée

Dans la *Démocratie anesthésiée*, le professeur de philosophie et directeur de la maison Elsa-Triolet-Aragon, Bernard Vasseur, prolonge sans détours le questionnement : « Plus de temps de loisirs disponible pour se divertir plus longtemps ? Faut-il se satisfaire d'un tel rabaissement consumériste et désenchanté ? » Dans cet essai vivifiant où le nouveau visage du politique est sondé et décrypté, analysé et déconstruit, Bernard Vasseur en revient à un préambule grave : « Quel objectif poursuit la démocratie aujourd'hui ? » Torpeur, impuissance, inertie, etc., tout nous montre que cette démocratie est bloquée, la prise de parole monopolisée, le pouvoir confisqué. D'où provient ce blocage historique ? N'est-il issu « que de la lente anémie de pratiques séculaires d'une démocratie que tout le monde vénère » comme « un étendard glorieux et qu'il suffirait de rajeunir un peu » ? Ou est-il « le résultat de l'anesthésie programmée d'une démocratie qui ne fait plus l'affaire en haut lieu », quelque chose « comme l'ébauche d'un nouveau visage du politique se mettant progressivement en place et préparant tranquillement, sans bruit, en douceur, l'entrée dans un âge postdémocratique » ?

L'expression en choquera plus d'un et tant mieux : « Un despotisme d'un genre nouveau », annonce-t-il. Soft et invisible, insidieux car imperceptible aux yeux du plus grand nombre. Prenant Tocqueville à témoin - un pied de nez -, l'auteur interpelle ses contemporains : « Comment ne pas reconnaître, dans cette "servitude réglée et paisible", que Tocqueville voyait comme menace possible à l'horizon des nations démocratiques de son temps, l'idéal majeur qui anime les puissants d'aujourd'hui et leurs serviteurs dans l'appareil d'État ? »

Jean-Emmanuel Decoin

B. Vasseur, *La démocratie anesthésiée*, Ed. de l'Atelier, 2011, 172 p., 20€



## VOIR...

### Les résistances dans les camps nazis 1940-1945

Ce thème de la nouvelle exposition du Musée de la Résistance de Châteaubriant, avec le Musée de la Résistance Nationale de Champigny est directement lié au concours national de la résistance et de la déportation de 2011-2012. Cette exposition temporaire, à découvrir jusqu'au 29 septembre 2012, sur le site du musée, évoque grâce à des témoignages écrits ou oraux, les différentes phases de l'organisation des résistances dans les camps nazis, depuis l'organisation de la solidarité entre déportés et internés jusqu'à la préparation de la Libération. A découvrir en particulier, les dessins de Pierre Fertel qui n'a rien oublié de sa déportation, dessins réalisés comme remède à sa grande douleur, témoignant de la violence régnant dans les camps, de l'humiliation vécue.

Musée de la Résistance de Châteaubriant dans l'ancienne ferme de la carrière des fusillés



## MÉDIAS

### Le CSA alerte

Le Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA) a rappelé à l'ordre iTélé, LCI, BFM-TV, Europe 1 et France Inter pour avoir trop laissé parler l'opposition entre juillet et septembre, au détriment de la majorité et des petits partis. « Les dépassements que nous avons constatés sont-ils une première ? Oui c'est une première par leur ampleur », a déclaré Michel Boyon, président du CSA, les qualifiant de « dépassement hors norme », « hors proportion ». Ces chaînes d'information en continu et radios

généralistes ont accordé un temps de parole au PS largement supérieur aux règles en vigueur, qui prévoient que l'opposition puisse bénéficier d'un temps de parole compris entre 50% et 100% de celui consenti à la majorité. Selon les décomptes du CSA portant sur la période juillet-septembre, iTélé a accordé au PS 146% du temps de parole donné à la majorité ; BFM-TV, 142%, LCI 130% ; Europe 1, 152% et France Inter, 128%. Pour expliquer les déséquilibres, les chaînes et radios incriminées disent avoir été surprises par l'actualité particulièrement riche de l'opposition, entre l'affaire DSK, la pri-



maire socialiste et le passage à gauche de la majorité sénatoriale. Un argument que n'entend pas Christine Kelly, responsable du groupe de travail sur le temps de parole au CSA, pour qui la primaire et le basculement du Sénat étaient « prévisibles ». « C'est très embêtant lorsque plusieurs partis disparaissent des antennes pendant plusieurs semaines, plusieurs mois », a-t-elle déclaré, citant le Front de gauche, le PC, le Front national, le centre, le NPA, le Modem, Europe Ecologie les Verts. « On parle beaucoup de l'UMP, mais où sont passés les autres partis ? Ils ont été rayés des antennes », a-t-elle ajouté, visiblement agacée. Le CSA agit certes des menaces de sanctions, mais, pour l'heure, les compteurs ont été remis à zéro pour le dernier trimestre de 2011. De quoi repartir de plus belle dans la bipolarisation !



## près de vous

### Trignac-Montoir

#### Nuisances routières

Dans un communiqué commun, Michèle Lemaître, maire de Montoir de Bretagne et Sabine Mahé, maire de Trignac souhaitent que la circulation soit plus apaisée sur les secteurs du centre ville de Trignac, autour de la zone Altitude et dans le quartier de Bellevue et Gron à Montoir de Bretagne. L'activité industrielle augmente et les riverains se plaignent des nuisances dues à la circulation. C'est pourquoi les deux élues demandent notamment le désenclavement de la zone Altitude.

Au conseil général, Roger David fait le même constat, il milite notamment pour que le maximum des activités de transport puissent s'effectuer par le chemin de fer et par une réflexion encore approfondie sur certains aspects du schéma routier dans ce secteur.

### Vignoble

#### Tram-train

C'est fait, Gorges aura sa halte ferroviaire d'ici à 2014. Pour un coût de 3,5 millions d'euros pris en charge à 70% par la région cette nouvelle halte devrait permettre de désengorger la gare de Clisson.

## L'invité

### Le débat d'orientation budgétaire au Conseil Général

Lors de la session des 17 et 18 octobre, le Conseil général avait entre autre à son ordre du jour le débat d'orientation budgétaire 2012. Dans son exposé Roger DAVID Conseiller général du canton de Montoir de Bretagne a situé les responsabilités dans la dégradation des finances publiques.

« Les pays de la zone euro sont les cibles de la finance internationale, ce sont les marchés financiers qui fixent les ordres du jour des Conseils des ministres, ce sont eux qui règlent les agendas des responsables politiques du continent ». « Sarkozy et Merkel qui se rencontrent tous les 48 heures et courent après les marchés financiers ».

Contrairement à ce qui est souvent déclaré la France ne souffre pas de trop de dépenses, mais d'un manque de recettes résultant principalement des différents cadeaux faits aux grands groupes financiers et aux grandes entreprises, que ce soit au travers des allègements des cotisations sociales, ou du bouclier fiscal. Ce constat était déjà réalisé l'an dernier par Gilles Carrez député UMP et rapporteur général du budget à l'assemblée nationale.

Celles et ceux qui vivent de leur travail ne sont pas les responsables du marasme qui entoure l'euro.

La droite et ses relais d'opinion voudrait faire croire que c'est l'état qui serait trop dispendieux en direction des plus défavorisés de notre pays, et ceci pour faire l'économie de la transparence exigée par nos concitoyens.

Le recul du produit intérieur brut - PIB - a coûté en année pleine 70 milliards de recettes fiscales et sociales et cassé des dizaines de milliers d'emplois.

La rupture avec ce système, basé sur l'économie virtuelle, s'impose à tous dans les meilleurs délais. Redistribuer les richesses, créer un pôle public financier, réformer la fiscalité, supprimer les exonérations des cotisations sociales qui ont montré leur inefficacité, sont autant de piste de réflexion et de travail que la gauche devra mettre en œuvre dans les prochains mois.

Abroger et revoir les textes de la réforme territoriale, revenir sur la suppression de la taxe professionnelle, afin de donner de l'air aux collectivités et leurs permettre de remplir leurs missions en direction des populations de leur territoire.

C'est dans cet esprit et dans cette logique que doit se bâtir notre budget de l'an prochain.



**Roger DAVID**

Conseiller général du canton de Montoir-de-Bretagne

## Publicité

# Tout augmente sauf les références...

**TWINGO**  
**6 690 €<sup>(1)</sup>** SOUS CONDITION DE REPRISE  
Bonus écologique de 400€ et Super Bonus de 300€ déduits

**CLIO Campus**  
**8 890 €<sup>(2)</sup>** SOUS CONDITION DE REPRISE

**GARAGE CHEVALER AUTOMOBILES**  
Yves HOREAU  
23, boulevard de la République - STNAZAIRE  
Tél. 02 40 58 93 38

**GARAGE DE L'ANTIQUE**  
Patrick VIDAL  
24, rue de Poitiers - STNAZAIRE  
Tél. 02 40 70 13 12

**GARAGE DES RETAIRES**  
Messieurs BARRIN & UGOUOUCIC  
1, rue des Hérons - 44400 DENZÉ  
Tél. 02 40 43 70 29

**IMMACHILÉ AUTO**  
Philippe BLANCHARD  
Rue de Châteauneuf - STNAZAIRE  
Tél. 02 40 01 99 93

**GARAGE HOGUET**  
Jean-Marie HOGUET  
2, avenue De Gaulle - FORNICHEZ  
Tél. 02 40 41 03 12

**GARAGE MARTINOT**  
Eric MARTINOT  
14, Châteauneuf - DENZÉ  
Tél. 02 40 91 32 79

**SAVINAY AUTOMOBILES**  
43, rue de Nantes - SAVINAY  
Tél. 02 40 58 91 12

**GARAGE ELIAS**  
Antoine BUISSON  
23, rue de Calvados - STNAZAIRE  
Tél. 02 40 46 43 55

**INDOAC AUTOMOBILES**  
Paul HAYE  
23C, rue de Fontaines - Bv - WIGNAC  
Tél. 02 40 10 40 58

**GARAGE DE METAGNE**  
Jean-Claude FOURE  
103, rue de France - STNAZAIRE  
Tél. 02 40 01 02 27

**GARAGE FOURE**  
Jean-Claude FOURE  
103, rue de France - STNAZAIRE  
Tél. 02 40 10 31 43

**GARAGE BONAL**  
1, Centre de l'Étoile - FORNICHEZ  
Tél. 02 40 01 02 52

**GARAGE JEAN YVES**  
Thierry BORDAGABAY  
12, rue Jean-Yves - STNAZAIRE-GRAND  
Tél. 02 40 91 12 12

**RENAULT St NAZAIRE**  
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE  
Concessionnaire  
380, route de la Côte d'Amour - Océanis  
02 40 17 20 20 ST-NAZAIRE  
[www.promocar.fr](http://www.promocar.fr)

## L'activité

### Région

#### Soutien à la reconnaissance d'un Etat palestinien



Au nom de la majorité régionale, Philippe Denis, président du groupe communiste a présenté un vœu pour la reconnaissance de l'Etat palestinien.

Dans ce vœu, le conseil régional des pays de la Loire :

- Estime légitime la demande de l'autorité palestinienne de reconnaissance d'un Etat palestinien par l'ONU et soutien cette démarche,
- Croit profondément que cette reconnaissance serait un pas vers une stabilité durable de la paix au Proche Orient,
- Réaffirme que le peuple palestinien a droit à un Etat libre et indépendant, dans les frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale, au côté de l'Etat israélien
- Condamne toute exaction violente et criminelle qui entraverait la marche de la paix,
- Appelle le gouvernement français et l'Union Européenne à contribuer activement, que ce soit au sein de l'ONU ou par des rencontres multilatérales à une réponse positive à la demande de l'autorité palestinienne,
- Apporte son soutien aux mobilisations et aux initiatives citoyennes et institutionnelles qui se tiennent dans notre région pour la reconnaissance d'un Etat palestinien,
- S'engage à apporter tout soutien aux projets de coopération décentralisée avec l'ensemble des peuples de cette région pour favoriser l'échange, la compréhension et la marche vers la paix.

### Nantes Métropole

#### Mettre fin à la précarité énergétique

Avec l'hiver qui arrive vient aussi la question de la précarité énergétique. Comme l'ont rappelés les élus communistes par la voix de Michel Lucas lors du vote pour la mise en place d'un dispositif d'aide aux propriétaires en situation de précarité énergétique : **4 à 5 millions de français sont touchés par ce problème, dont 3 millions souffrent du froid pendant l'hiver.**

En cause la montée des prix de l'énergie en partie due à la libéralisation du secteur avec des tarifs de gaz qui cette année ont augmenté de 20% et d'électricité de 9%. C'est la raison pour laquelle Michel Lucas a déploré que « la privatisation du secteur et la fin du tarif réglementé soient quasiment actés ». L'élu a également souligné que « les ménages modestes sont les plus exposés, car ils cumulent de fortes contraintes financières et un habitat mal isolé ». Ainsi cette prime thermique proposée par Nantes Métropole est pour les élus communistes « un investissement social ». Ils demandent également à ce que ne soient pas oubliés les locataires qui eux aussi peuvent souffrir de la précarité énergétique et que Nantes Métropole puisse garantir le droit à l'énergie pour tous et empêcher les coupures.



## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### Nantes

**Mardi 8 novembre :**  
Réunion du comité local à la fédération à 20H00.

### Fédération

**Mardi 15 novembre :**  
Réunion du conseil départemental à 18H30 à la fédération.

### Vétérans

**Mardi 22 novembre :**  
Assemblée générale des vétérans à 10H30 à la gènes-trie du Gâvre.

### Nantes

**Mardi 22 novembre :**  
Assemblée générale de la section à 18H00 à la fédération.

## ■ Assemblée générale des vétérans du PCF

La prochaine Assemblée générale des vétérans va se tenir :

**Mardi 22 novembre  
A 10H30  
Au centre de la Gènes-trie au Gâvre**

La France, l'Europe et le monde sont dans une situation sociale et politique qui font craindre l'avenir. Les plans d'austérité ordonnés par les agences de notation et les banques sont mis en place par des gouvernements résolument obéissants vis-à-vis des marchés financiers. Dans ce contexte, le rejet du Sarkozisme n'est pas suffisant, les Français attendent des réponses à leurs exigences de changement. **C'est ce à quoi est engagé le PCF pour les échéances de 2012 dans le cadre des campagnes du Front de gauche. Les vétérans sont mobilisés pour contribuer à la bataille des contenus.** L'assemblée générale en sera un moment privilégié d'échanges et de débats sur les moyens à mettre en œuvre pour réussir l'alternative à la droite et Sarkozy. Après l'assemblée générale un repas fraternel (sur inscription) sera servi.

## ■ Les jeunes communistes se rappellent leur Histoire



Le samedi 22 octobre 2011, les jeunes communistes de Loire-Atlantique ont organisé dans les locaux de la fédération une table ronde ayant pour thème « **Résister hier et aujourd'hui** » à l'occasion du 70ème anniversaire des fusillades de Chateaubriant. S'attachant à apporter un éclairage historique ainsi qu'à jeter des passerelles entre les combats de ces résistants et nos luttes contemporaines, les deux intervenants, Guillaume Quashie-Vauclin et Eloi Simon ont pu apporter un certain nombre d'éléments historiques et politiques sur cette époque complexe et sur les enjeux la traversant. C'est ainsi que nombre de jeunes communistes ou non ont assisté à cette conférence, ils étaient plusieurs dizaines venus de fédérations diverses, Région Parisienne, Ile-et-Vilaine, Allier, Isère à l'invitation des jeunes commu-

nistes de Loire-Atlantique. Ceux-ci ont par ailleurs pu le lendemain se rendre à la carrière de la Sablière pour rendre hommage à ceux qui sont morts dans leur lutte contre le fascisme et pour construire un monde de justice et de liberté. Ce week-end politique et militant réussi démontre qu'aujourd'hui encore **la jeunesse s'attache à faire vivre la mémoire de nos camarades tombés dans ces heures sombres**, alors même que le péril des extrémismes et de l'extrême droite se révèle toujours présent en France et dans le monde.

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU  
Commission paritaire : N° 0310 I 86504  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : SEM Locminé  
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36  
e-mail : [redac.nla@orange.fr](mailto:redac.nla@orange.fr)

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE  
Mireille PERNOT  
Pedro MAIA  
Jean-Yves MARTIN  
Yann VINCE



## Vite lu...

### ■ Huma café

**URBANISME et TRANSPORTS**, deux notions fortement imbriquées dès le moment où les modifications du paysage urbain et péri-urbain d'une ville ne se satisfont plus de «bricolages». Si la ville de Nantes a pu être considérée en avance pendant longtemps, son rayonnement rencontre les problèmes identiques aux autres métropoles. Il y a peu un quotidien régional titrait à l'occasion de l'adoption du plan de déplacement urbain : « Les usagers votent avec les pieds », formule qui pourrait rester ambiguë si le but du PDU n'était justement d'avantager les transports en commun et les déplacements doux. Écran de fumée surréaliste ? Pas si simple, depuis que **droit aux transports, respect et préservation de l'environnement, qualité et mixité des espaces de vie et d'activité, sont désormais au cœur des préoccupations citoyennes.**

### « VOUS AVEZ DIT MOBILITÉ ? »

Une table ronde Usagers / Élus animée par Jean-Pierre BRANCHEREAU, géographe, spécialiste de l'Aménagement du Territoire avec : Jean-François RÉTIÈRE, Vice-président de Nantes-Métropole, Raymond LANNUZEL, Adjoint aux Transports à la Mairie de Nantes, Jean-Bernard LUGADET, Secrétaire de la FNAUT-Pays de la Loire

**VENDREDI 4 NOVEMBRE  
18h au Salon de Musique du LIEU UNIQUE  
à Nantes**



## Un peuple grec en résistance

La Grèce pillée par la Troïka, connaît depuis mercredi 19 octobre 2011 une mobilisation sans précédent. Acculé par des spéculateurs voraces qui agissent en collaborant avec le gouverne-

ment social-démocrate de Papandréou, **le peuple grec se lève, et se bat toujours plus contre des plans d'austérité iniques qui étranglent les classes populaires.** Plus de 500 000 athéniens ont manifesté ces dernières 48 heures avec une forte présence des commu-

**«démonstration de force symbolique traduisant le mécontentement populaire**

nistes et du syndicat PAME. Afin d'empêcher le vote du nouveau plan d'austérité, le mot d'ordre avait été donné d'encercler le parlement. Cette action avait un double but. D'abord il s'agissait d'encercler le parlement afin d'em-

pêcher les députés de voter en faveur du nouveau plan d'austérité. Ensuite il s'agissait d'une démonstration de force symbolique traduisant le mécontentement populaire et la nécessité d'une démission du gouvernement du PASOK (Parti Socialiste Grec). **Le Mouvement des Jeunes Communistes de France dénonce l'acharnement de la finance internationale, de l'Union européenne et de ses différents gouvernements sur la Grèce.** Nous voulons aussi exprimer toutes nos

condoléances les plus sincères aux proches et aux camarades de Dimitris Kotzaridis. Ce militant syndicaliste du PAME (le front syndical militant de tous les travailleurs) est décédé, jeudi 20 octobre des suites de ses blessures. Il a été lâchement agressé et assassiné alors qu'il tentait avec ses camarades du service d'ordre du PAME, de rétablir l'ordre sur la place Synagma et de chasser les provocateurs.

Les provocateurs, responsables de sa mort, qui ont par ailleurs blessés d'autres syndicalistes pacifiques par des jets de pierre et de cocktails Molotov, font le jeu du pouvoir grec et du grand patronat. Tout en exprimant toute notre solidarité envers le PAME, et l'ensemble du peuple grec, nous dénonçons le comportement et criminel de certains agitateurs.

**Vive la résistance du peuple grec !**

